

narchie des colonies espagnoles des phénomènes intelligibles."

Le Play, qui a condamné dans sa *Réforme sociale* le "faux principe des nationalités" dont les "tendances amèneront de grands maux, même pour les peuples qui se flattent d'en tirer profit" (vol. II, p. 486), le réprouve également dans sa "*Constitution essentielle de l'humanité*", où il dit que "ces nouveautés auraient pour résultat de développer plus que jamais le fléau de la guerre".

Dès 1865, Thiers disait au Corps législatif français que le principe de nationalité "n'est pas un principe qu'un gouvernement régulier puisse décemment invoquer. On épouvante le monde, ajoutait-il, quand on invoque un principe qui n'entraînerait pas moins que la dislocation de tous les gouvernements existants."

* * *

Un philosophe chrétien, Louis Moreau, le traducteur de la *Cité de Dieu* et des *Confessions* de St. Augustin, l'auteur d'un ouvrage estimé sur J. J. Rousseau, a écrit dans son étude sur *Joseph de Maistre* tout un chapitre sur le "principe des nationalités", où il dit lui aussi que "le principe de nationalité a posé la loi de guerre entre les nations."

Voici une page de ce chapitre, où est montrée la parenté du principe des nationalités et du principe de non-intervention : *chacun chez soi ! chacun pour soi !* qu'on a plus d'une fois invoqué chez nous depuis quatre ans.

"Issue du système fataliste des races, mise en vogue par quelques historiens de renom, propagée par les sophistes de l'Allemagne hégélienne, appliquée à la politique internationale par un faux et funeste libéralisme, l'idée des nationalités a fait en quelques années, en quelques mois, la domination du Piémont sur l'Italie, la prépondérance de la Prusse, l'abaissement de la France et de la catholicité; elle a exalté, au détriment des meilleures puissances de l'Europe, les sceptres oppresseurs et impies; détestables résultats qui montrent toute la malignité du principe, également odieux à le considérer dans son application soit aux relations des peuples entre eux, soit au régime intérieur des sociétés.

"Le nationalisme révolutionnaire n'est qu'un retour à la politique païenne. Il oppose à l'unité fraternelle, à la solidarité chrétienne des peuples, l'antagonisme des races, l'implacable loi de l'utile. Il marche à couvert sous l'hypocrites paroles, tant que l'hypocrisie est possible : il prêche volontiers la paix, le progrès, la perfectibilité indéfinie, la liberté. Mais à tout cela quelle apparence, quand les idées, changeantes comme l'intérêt et le besoin, tournent en passions aveugles? quand le joug léger et doux d'une loi commune à l'humanité est secoué? quand le sentiment d'un même devoir ne rallie plus les âmes dans la croyance

à un ordre de vie supérieur et qu'elles n'ont plus de regard vers un but plus haut et plus stable que les choses du temps? L'intérêt associé, il ne peut unir. La cupidité, l'appât d'un gain à faire n'importe par quelles voies, noue les alliances d'un jour, aussitôt suivies de la dispute pour le partage, ou du brusque abandon de l'associé en vue d'un profit plus grand ou plus sûr. L'esprit de nationalisme n'est qu'une honteuse balance entre la convoitise et la crainte. L'intégrité, l'existence même d'une nation n'ont plus d'autres garanties que la non-utilité actuelle de sa perte, ou la considération de sa force et du danger de l'agression. En attendant l'heure favorable aux coups de main que des pratiques souterraines préparent, les adeptes s'écrient : Chacun chez soi ! chacun pour soi !... C'est cette infamie en morale qui, en politique, se dit le principe de non-intervention, à savoir, la liberté reconnue de mal faire en pleine sécurité, d'où dérive, comme corollaire, le principe de la légitimité du fait accompli, qui coupe court aux lenteurs périlleuses de la prescription... Ainsi, étant données les maximes actuellement admises, l'Europe n'a d'autre avenir que la guerre ; guerre désormais sans terme, sans autre relâche que celle de panser d'effroyables blessures, guerre implacable, jusqu'à la suprême ruine des puissances restées debout et leur absorption par une rivale universellement dominatrice." (p. 424 & sq.).

* * *

C'est donc avec raison que Jacques Bainville, parlant des Jeunes-Turcs, dont le "libéralisme n'était que le pavillon de leur nationalisme," observe qu'il n'y a rien à faire avec la Turquie et ajoute :

"Les historiens et les politiques les plus clairvoyants de la fin du siècle dernier avaient passé leur temps à prédire que le réveil et la rivalité des races en Europe détermineraient une guerre incomparable par la fureur et l'étendue. Nous y voilà justement et l'on cherche à cette guerre toutes sortes de causes et d'explications en dehors de la plus certaine. On croit aussi guérir le mal par le mal et le fléau des nationalités par les nationalités. Il est douteux que cette homéopathie soit curative. Et, s'il n'y a pas moyen d'échapper à la logique d'un principe qui agite l'Europe depuis la Révolution française, il y a des chances pour que nous ne soyons ni au bout de cette guerre, ni au bout des conflits." (*Action Française*, 20 sept. 1918).

C'est donc avec raison aussi que M. Arthur Lemon mont citait l'autre jour dans le *Canada*, la partie qui suit d'un programme de politique internationale tracé pour la Suisse, dans le *Journal de Genève*, par M. Albert Bonnard :

"Elle gardera l'horreur de l'impérialisme chez les autres et une horreur plus grande de tout ce qui pourrait, de près ou de loin, le faire fleurir chez elle. Elle ne sacrifiera pas au nationalisme, dégénérescence hargneuse où l'amour a moins de place que l'envie, la convoi-